

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Moyen-Age-europeen>

Moyen Age européen

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : mercredi 26 juin 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les politiques économiques imposées par la défense de l'euro sont-elles encore compatibles avec les pratiques démocratiques ? La télévision publique grecque fut créée au lendemain d'une dictature militaire. Sans autorisation du Parlement, le gouvernement qui exécute à Athènes les injonctions de l'Union européenne a choisi d'y substituer un écran noir. Avant que la justice grecque suspende la décision, la Commission de Bruxelles aurait pu rappeler les textes de l'Union selon lesquels « le système de l'audiovisuel public dans les Etats membres est directement lié aux besoins démocratiques, sociaux et culturels de toute société ». Elle a préféré cautionner le coup de force, plaidant que cette fermeture s'inscrivait « dans le contexte des efforts considérables et nécessaires que les autorités fournissent pour moderniser l'économie grecque ».

Les Européens ont fait l'expérience des projets constitutionnels rejetés par le suffrage populaire et néanmoins entérinés. Ils se souviennent des candidats qui, après s'être engagés à renégocier un traité, le font ratifier sans qu'entre-temps une virgule en ait été changée. A Chypre, ils ont failli subir la ponction autoritaire de tous leurs dépôts bancaires [1]. Une étape supplémentaire vient donc d'être franchie : la Commission de Bruxelles se lave les mains de la destruction des médias grecs qui n'appartiennent pas encore à des armateurs, dès lors que cela permet de licencier séance tenante deux mille huit cents salariés d'un secteur public qu'elle exècre depuis toujours. Et de tenir ainsi les objectifs de suppressions d'emplois dictés par la « troïka [2] » à un pays dont 60 % des jeunes sont au chômage.

Cet acharnement coïncide avec la publication par la presse américaine d'un rapport confidentiel du Fonds monétaire international (FMI) qui concède que les politiques mises en oeuvre en Grèce depuis trois ans se soldent par des « échecs flagrants ». S'agit-il d'une méprise uniquement imputable à des prévisions de croissance enjolivées ? Sans doute pas. D'après le décryptage que fait le Wall Street Journal d'un texte verbeux à souhait, le FMI admet qu'une « restructuration immédiate [de la dette grecque] aurait été meilleur marché pour les contribuables européens, car les créanciers du secteur privé ont été intégralement remboursés grâce à l'argent emprunté par Athènes. La dette grecque n'a donc pas été réduite, mais elle est dorénavant due au FMI et aux contribuables de la zone euro plutôt qu'aux banques et aux fonds spéculatifs [3] ».

Ainsi, ces derniers se sont dégagés sans perdre un centime des prêts qu'ils avaient consentis à Athènes à des taux d'intérêt astronomiques. On conçoit qu'une telle maestria dans le dépouillement des contribuables européens au profit des fonds spéculatifs confère une autorité particulière à la « troïka » pour martyriser un peu plus le peuple grec. Mais après la télévision publique, ne reste-t-il pas des hôpitaux, des écoles, des universités qu'on pourrait fermer sans coup férir ? Et pas seulement en Grèce. Car c'est à ce prix-là, n'est-ce pas, que l'Europe tout entière tiendra son rang dans la course triomphale vers le Moyen Age...

Serge Halimi por Le Monde Diplomatique

[Le Monde Diplomatique](#). Juillet 2013.

[1] Lire « [La leçon de Nicosie](#) », Le Monde diplomatique, avril 2013.

[2] Constituée de la Commission européenne, du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque centrale européenne (BCE).

[3] « [IMF concedes it made mistakes on Greece](#) », The Wall Street Journal, New York, 5 juin 2013.